



**Convention internationale  
sur l'élimination  
de toutes les formes  
de discrimination raciale**

Distr.  
GÉNÉRALE

CERD/C/SR.1852  
28 février 2008

Original: ANGLAIS

---

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Soixante-douzième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1852<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,  
le jeudi 21 février 2008, à 10 heures

Présidente: M<sup>me</sup> DAH

SOMMAIRE

EXAMEN DES RAPPORTS, OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS PRÉSENTÉS  
PAR LES ÉTATS PARTIES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9  
DE LA CONVENTION (*suite*)

Quinzième rapport périodique de l'Italie (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.08-40652 (F) NY.09-48539 (F)

*La séance est ouverte à 10 h 15.*

EXAMEN DES RAPPORTS, OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS PRÉSENTÉS PAR  
LES ÉTATS PARTIES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION (*suite*)

Quinzième rapport périodique de l'Italie (*suite*) (CERD/C/ITA/15)

1. *Sur l'invitation de la Présidente, la délégation italienne prend place à la table du Comité.*
2. M. SIMONETTI (Italie) déclare que l'accès aux services publics de santé et d'éducation est ouvert à tous en Italie, sans aucune distinction. En vertu de la législation actuelle, la nationalité italienne est acquise à la naissance, pour autant qu'un des parents soit ressortissant italien. Le Parlement examine actuellement un texte destiné à amender la législation sur la nationalité et à permettre aux étrangers nés sur le territoire italien d'acquérir la nationalité italienne à la majorité.
3. La communauté rom d'Italie peut être subdivisée en trois groupes: les quelque 65 000 Roms installés en Italie depuis des siècles et qui sont pour la plupart des ressortissants italiens; les membres de la vague arrivée en Italie dans les années 1990 en provenance des Balkans, en particulier de l'ex-Yougoslavie, dont on estime le nombre à 35 000; et le groupe le plus récent, dont on chiffre la taille à 50 000, et dont la plupart des membres, essentiellement des ressortissants roumains, se sont installés dans les grandes villes. Lors de la conférence européenne sur les Roms organisée par son gouvernement en janvier 2008, les représentants de la communauté rom et de la société civile ont réclamé l'octroi officiel à la communauté rom du statut de minorité. Un consensus n'a toutefois pu être dégagé sur cette question, dès lors que les seules minorités reconnues par la Constitution italienne sont les minorités linguistiques et qu'on a estimé qu'inscrire la communauté rom dans cette catégorie ne suffirait pas à répondre à ses besoins. Les ministres présents ont toutefois pris acte de la demande formulée et se sont engagés à étudier des mesures adaptées permettant de reconnaître la communauté rom.
4. M. MORELLI (Italie) précise que, si l'on ne dispose d'aucune statistique officielle sur le nombre de Roms présents en Italie, c'est parce que la législation italienne ne prévoit pas l'organisation d'un recensement consacré aux groupes ethniques et ne fait aucune distinction entre les citoyens sur la base de leur origine ethnique, linguistique ou confessionnelle. La question étant sensible, l'appartenance à un groupe ethnique donné ne peut être revendiquée que par les individus concernés. Cela étant, son gouvernement estime à 150 000 le nombre de Roms qui résident en Italie, dont 60 000 seraient italiens, 50 000, roumains, les autres personnes étant essentiellement originaires de l'ex-Yougoslavie.
5. Les seules minorités reconnues par la Constitution sont les minorités linguistiques historiques, qui n'incluent pas, en l'état, les Roms. La loi qui protège ces minorités énonce les procédures que peut suivre un groupe désireux d'obtenir le droit d'user d'une langue autre que l'italien dans le cadre des réseaux publics d'enseignement, de l'administration publique et des médias publics. Les efforts déployés en vue d'élaborer une législation spécifiquement consacrée aux Roms sont restés vains, car les besoins de cette communauté portent davantage sur les questions de santé et d'emploi, qui sont du ressort de l'État, des pouvoirs régionaux et des autorités municipales, et qu'aucun consensus n'a pu être dégagé entre ces différentes entités. Le Ministère de l'intérieur n'en suit pas moins la situation de près, par le biais d'un groupe de

travail mis sur pied par ses soins en vue de dégager les solutions adéquates. Parmi les voies susceptibles de favoriser l'intégration des Roms, on a proposé la mise en place d'une coopération bilatérale avec les pays d'origine, ainsi que la création de groupes de travail composés de représentants de l'État et des villes de Milan, Gênes, Turin et Rome. La conférence européenne organisée en janvier 2008 a permis de renforcer le dialogue entre les institutions et les ONG concernées par la situation des Roms et l'on espère que de telles actions se poursuivront à l'avenir.

6. M<sup>me</sup> PIPERNO (Italie) explique que le système public italien d'éducation est ouvert à tous les enfants qui vivent en Italie, indépendamment de leur situation en matière de résidence. Les élèves étrangers, immigrés, roms et sintis sont inscrits et aiguillés vers les classes en fonction de leur âge et de leur niveau d'aptitude. Par ailleurs, les écoles italiennes permettent aux élèves de poursuivre leur scolarité de base, même s'ils ont déjà atteint l'âge de la majorité.

7. Pour promouvoir l'intégration, les autorités locales s'efforcent de parvenir à une répartition équilibrée des élèves étrangers et d'éviter de les confiner dans un nombre réduit d'établissements ou de classes. Des sanctions sont prévues à l'encontre des municipalités qui n'acceptent pas les élèves étrangers. Des sanctions ont même été prises contre un établissement maternel milanais, alors qu'il opérait en dehors du système scolaire obligatoire.

8. Les établissements scolaires italiens accueillent plus de 600 000 élèves étrangers, dont une bonne partie dans le nord du pays. Ce chiffre reflète un phénomène en croissance, que son gouvernement suit de près afin de voir comment mieux y répondre. Un observatoire national a été mis sur pied, dans le but d'assurer l'intégration réelle des élèves étrangers et d'adopter une approche interculturelle des programmes scolaires. Des recherches ont été menées afin de voir comment intégrer cette approche multiculturelle et faire face à l'afflux d'élèves étrangers sans abandonner la culture et la tradition italiennes. Les résultats sont accessibles depuis le site du Ministère de l'éducation, sous la forme d'orientations pratiques.

9. La diversité et la pluralité linguistiques sont considérées, au même titre que le caractère interculturel de l'éducation italienne, comme des facteurs positifs, sources de possibilités éducatives accrues. La dimension interculturelle est nécessaire dans tous les domaines et est considérée un outil porteur de compréhension des autres cultures, pratiques et religions.

10. Les enseignants, directeurs d'établissement et éducateurs ont un rôle stratégique à jouer dans l'élaboration de la nouvelle approche interculturelle. Des séminaires sont dès lors organisés pour: débattre des problèmes et dégager des solutions; lutter contre les stéréotypes et préjugés, en particulier l'antisémitisme, l'islamophobie et les comportements hostiles à l'égard des Roms; promouvoir le multilinguisme au niveau de l'individu et de la société; améliorer l'enseignement de l'italien en tant que seconde langue; et apporter conseils et assistance aux étudiants étrangers, notamment en matière de formation professionnelle.

11. En ce qui concerne la communauté rom, le Ministère de l'éducation a pris, aux échelons central et local, des mesures destinées à assurer l'intégration et la scolarisation effective des enfants roms et à lutter contre l'échec et le décrochage scolaires. M<sup>me</sup> Piperno évoque notamment un ambitieux projet national ayant dégagé des fonds destinés à l'ensemble des établissements en matière de lutte contre l'échec et de formation des enseignants à cet égard, et un «protocole d'accord» sur la scolarisation des enfants roms, qui prévoit des activités destinées

à faire de l'intégration une réalité. Toutes ces mesures montrent, à ses yeux, que son gouvernement fait tout ce qu'il peut pour intégrer tous les élèves dans le système éducatif.

12. M. CAPUTO (Italie) explique que la loi n° 189/2002 réglemente l'entrée, le séjour et l'expulsion des étrangers. Bien que les migrants qui gagnent l'Italie le fassent pour différentes raisons, les chiffres indiquent que la plupart des permis de séjour sont délivrés à des fins d'emploi et, dans une moindre mesure, de regroupement familial. L'accès des ressortissants étrangers au marché de l'emploi est régulé par un système d'immigration planifiée, qui fait appel à des quotas pour fixer le nombre maximum d'entrées sur le territoire et établit un lien entre les besoins du marché et la capacité de l'Italie d'intégrer les migrants. Des quotas spécifiques sont réservés aux ressortissants des États extérieurs à l'Union européenne (UE) avec lesquels l'Italie a conclu des accords visant à réguler les flux de migrants à la recherche d'un emploi. De même, un traitement préférentiel est réservé aux personnes qui ont suivi dans leur pays d'origine des programmes de formation soutenus par le Ministère de l'éducation, en collaboration avec le Ministère du travail et des politiques sociales.

13. En Italie, les politiques de l'immigration sont de la compétence du pouvoir central, tandis que les politiques d'intégration sont du ressort des régions et des municipalités. Il en découle certaines inégalités entre citoyens et ressortissants étrangers. Dans le domaine des politiques sociales, en revanche, la loi Turco-Napolitano est considérée comme universelle, en ce qu'elle prévoit des garanties intégrales pour les immigrés légaux et les place sur un pied d'égalité avec les citoyens italiens. Les droits fondamentaux des étrangers qui parviennent à la frontière italienne ou résident sur le territoire italien sont reconnus. Le problème vient plutôt de l'accès des étrangers aux services, restreint par l'inefficacité administrative ou d'autres obstacles.

14. Les lois nationales sur l'immigration sont des lois-cadres, ce qui veut dire que leur programmation, leur gestion et leur mise en œuvre sont déléguées aux régions, qui ont élaboré leur propre législation dans ce domaine dans les limites prescrites par les lois en question et conformément aux pouvoirs constitutionnels qui leur ont été conférés. Les régions ont la charge directe de la gestion de certaines politiques consacrées aux migrants, notamment dans le domaine de la santé, de la protection sociale et de l'emploi. Elles-mêmes délèguent l'organisation et la gestion des services sociaux nationaux aux municipalités, ce qui entraîne des inégalités géographiques considérables. Il est en effet évident que l'efficacité de l'action des autorités locales s'accroît là où les budgets et autres investissements sont plus élevés.

15. L'entrée clandestine sur le territoire national n'est pas un délit pénal et n'est donc pas punissable par la loi, mais peut entraîner une sanction administrative. La loi Turco-Napolitano prévoit la détention des ressortissants étrangers présents sur le territoire italien sans permis de séjour. L'Italie compte divers types de centres pour immigrés. Les centres de séjour temporaire et d'assistance peuvent accueillir des individus en attente d'expulsion pour une période de 60 jours maximum, dans le but d'établir leur identité. Si la personne concernée ne répond pas aux exigences édictées, elle se voit signifier l'ordre de quitter le territoire dans un délai de cinq jours. Les personnes qui demeurent en Italie en dépit d'un ordre précédemment reçu se voient signifier un arrêté d'expulsion et sont escortées jusqu'à la frontière. Toute entrée ultérieure sur le territoire constitue alors un délit passible de sanctions.

16. Parmi les nombreux types de centres d'accueil pour migrants installés sur le territoire italien, il convient de mentionner celui de Lampedusa, qui fut la destination, en 2007, de nombreuses vagues de demandeurs d'asile parvenues en Italie à bord d'embarcations inadaptées et surpeuplées, en nombres propres à dépasser la capacité d'accueil des installations. Au début du mois d'août 2006 a été ouverte une nouvelle structure conçue pour accueillir 381 personnes, voire le double si nécessaire. Cette nouvelle structure a permis au Gouvernement d'améliorer la gestion d'afflux exceptionnels comparables à celui survenu au cours du mois en question.

17. La procédure d'obtention d'un permis de séjour pour un proche débute par le dépôt, par la personne désireuse de faire venir un membre de sa famille, d'une demande en ce sens auprès de l'office d'immigration de la préfecture compétente. Cette personne doit présenter une carte de résident ou un permis de séjour d'un an au moins, délivré à des fins d'emploi ou d'exercice d'une activité professionnelle à titre indépendant, ou pour des raisons d'étude, d'asile ou religieuses.

18. À l'évidence, les politiques italiennes en matière d'immigration témoignent de carences à deux égards au moins. La première carence tient à l'obligation de répondre aux besoins du marché de l'emploi, qui restreint les possibilités d'entrée légale sur le territoire et se voit exacerbée par la suppression du système de parrainage – deux éléments qui concourent à un nombre important d'immigrés clandestins. La seconde tient au fait que la délivrance et le renouvellement des cartes de résident sont désormais du seul ressort de la police. Pour des raisons éthiques et pratiques, cette situation fait peser un poids excessif sur les administrations concernées, mais aussi sur les résidents d'origine étrangère.

19. La nouvelle législation proposée vise à résoudre ces problèmes en mettant sur pied un système plus souple d'adéquation entre offre et demande de main-d'œuvre via un programme triennal de quotas d'admission de ressortissants extra-européens, la réintroduction du système de parrainage, la simplification des procédures et des exigences relatives à la délivrance et au renouvellement des permis de séjour, ainsi que l'extension de la durée de validité initiale du permis de séjour et le doublement de sa période de validité en cas de renouvellement. Par ailleurs, les résidents étrangers qui perdent leur emploi pourraient demeurer jusqu'à un an sur le territoire s'ils s'enregistrent auprès de centres pour l'emploi prenant en charge les procédures de renouvellement en coopération avec les autorités locales, afin d'étendre la durée de leur permis de séjour.

20. M. de GIORGI (Italie) déclare, en réponse à une question sur le respect de la nouvelle législation de lutte contre la discrimination, que les victimes de discriminations peuvent demander réparation auprès des tribunaux, les instances judiciaires jouant un rôle fondamental dans la protection des droits civils. Toutes les instances de lutte contre la discrimination mises sur pied au cours de l'année écoulée sont tenues de promouvoir la législation en sensibilisant le public aux droits de l'homme et aux comportements non discriminatoires et en se posant en médiateur entre les parties afin de mettre un terme aux pratiques discriminatoires, dans le respect systématique du rôle du judiciaire.

21. Le rôle du Bureau national d'élimination de la discrimination raciale (UNAR) a trait au droit civil et, bien qu'il ne puisse intenter une action devant les tribunaux, il peut en revanche intervenir dans les procès. Il est exact que les tribunaux ont été saisis d'un nombre réduit de procédures, du fait du manque d'expertise juridique des associations et ONG concernées.

L'UNAR organise toutefois des formations à destination des associations et particuliers, dans le but d'accroître leur capacité de protection des droits de l'homme, et les efforts déployés en ce sens produisent déjà leurs premiers effets: ainsi, la décision prise par la préfecture de Milan de refuser aux enfants d'immigrés clandestins l'accès aux établissements préscolaires a été contestée, avec succès, en justice et déboutée grâce à l'intervention de l'UNAR. L'UNAR entend intervenir dans un recours intenté contre une décision comparable de la municipalité de Padoue, qui restreint l'accès des immigrants au logement. Le cadre légal est donc en place et l'UNAR œuvre à le mettre en pratique. Toute infraction pénale qui lui est rapportée est systématiquement transmise au parquet.

22. L'indépendance de l'UNAR est une question sensible depuis la création de cette instance. Le Bureau a procédé à une étude comparative de ses homologues en Europe et a constaté que peu d'entre eux sont totalement indépendants et que seul l'organe irlandais a le pouvoir d'ester en justice. L'UNAR a organisé une réunion avec l'Institut danois des droits de l'homme qui, bien qu'indépendant, est étroitement associé au Ministère des affaires étrangères. L'UNAR examine par ailleurs le fonctionnement de la Commission britannique de l'égalité raciale, qu'il considère comme un exemple de bonne pratique: active depuis 1976, cette commission n'est cependant devenue indépendante qu'en 2007. L'UNAR obtient quant à lui peu à peu son indépendance et, bien qu'intégré au Gouvernement, il travaille de façon impartiale et indépendante. Le décret législatif n° 215/2003, qui transpose en droit italien la directive 2000/43/CE du Conseil européen, garantit l'indépendance de l'action de l'UNAR en ce qu'il assure la poursuite de ses activités en dépit des changements de gouvernement, établit son budget pour garantir la continuité de son action et met sur pied un système dans le cadre duquel magistrats et collaborateurs administratifs indépendants sont recrutés via des procédures de sélection publiques. La Commission européenne a reconnu que ces dispositions sont indispensables pour assurer l'impartialité de l'UNAR. M. de Giorgi est lui-même la preuve vivante de l'indépendance du Bureau, puisqu'il a travaillé sous plusieurs gouvernements d'obédiences différentes.

23. Les médias ont un grand pouvoir d'influence sur l'opinion publique dans des questions sensibles comme la diversité et l'immigration. L'UNAR a œuvré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et la Fédération nationale italienne de la presse à l'élaboration d'un code de conduite pour les journalistes, qui doit être approuvé par la Fédération nationale des journalistes. En raison des événements récents survenus en Italie, la question est particulièrement sensible au sein de la communauté roumaine. En février 2008, l'UNAR a signé, lors d'une réunion avec la commission roumaine de lutte contre la discrimination, un accord de coopération portant sur l'organisation, en collaboration avec la Fédération nationale italienne des journalistes, de formations aux médias et à la diversité et sur la promotion de campagnes de sensibilisation relatives, d'une part, à la contribution notable de la communauté roumaine au progrès économique et social en Italie et, d'autre part, à la législation en matière de lutte contre la discrimination.

24. M<sup>me</sup> PLASTINA (Italie), évoquant le système judiciaire et le rôle du parquet, déclare que le pouvoir judiciaire italien est indépendant et autonome et que, en vertu de la Constitution, les magistrats ne sont responsables que devant la loi. Ces derniers sont nommés par le biais de concours publics. Conformément à l'article 112 de la Constitution, la mise en œuvre des poursuites pénales est du ressort du bureau du procureur, qui agit donc en toute autonomie. L'article 102 interdit toute juridiction spéciale ou extraordinaire, mais prévoit la création de

sections spécialisées au sein des juridictions ordinaires, afin de traiter de problématiques spécifiques telles que, par exemple, les délits liés à l'activité mafieuse ou terroriste.

25. Le Conseil supérieur de la justice organise des sessions de formation destinées aux magistrats dans le domaine des droits de l'homme et de la mise en œuvre de la Convention. Le premier atelier, intitulé «Immigration et système pénal», a analysé les changements intervenus dans le phénomène migratoire du point de vue pénal et procédural; le second, intitulé «Étrangers en Italie», a examiné les instruments d'assistance aux étrangers à la lumière des conventions internationales et de la jurisprudence des tribunaux nationaux et supranationaux; un troisième enfin, baptisé «Immigration, multiculturalisme et système pénal» est programmé en 2008.

26. En ce qui concerne l'aide juridique et la reconnaissance des droits de l'individu dans les procédures judiciaires, elle renvoie à divers articles de la Constitution: l'article 27, qui traite de la présomption d'innocence; l'article 111, qui affirme qu'une personne accusée d'un délit a le droit d'être rapidement informée de la nature et des arguments de l'accusation afin de pouvoir préparer sa défense, et de disposer d'un interprète si nécessaire; les articles 24 et 98 du Code de procédure pénale, qui fondent le droit à une défense et à une aide juridique si nécessaire. À l'instar des mesures décrites aux paragraphes 542 et 543 du rapport périodique, les autres mesures récentes comprennent notamment la mise à disposition de médiateurs culturels et linguistiques, chargés de fournir informations, conseils et appui aux détenus étrangers. La Cour de cassation a par ailleurs statué que tout acte judiciaire relatif à un prévenu serait déclaré nul et non avenu s'il n'a pas été traduit dans la langue maternelle dudit prévenu. Le droit du prévenu à un interprète a été confirmé dans un arrêt récent de la Cour de cassation et de la Cour constitutionnelle (décision n° 254/2007), qui ont jugé que, dès lors qu'il s'agit d'un droit fondamental qui ne peut faire l'objet d'aucune restriction, les étrangers bénéficiaires d'une aide juridique qui ne parlent pas italien ont le droit de faire appel à un interprète. En outre, la Cour de cassation a statué, dans sa décision n° 286/2006, que la sanction probatoire sous contrôle des services sociaux, qui constitue la principale alternative à l'incarcération, peut s'appliquer aux ressortissants de pays non membres de l'UE entrés illégalement dans le pays, au nom de la non-discrimination entre ressortissants nationaux et illégaux étrangers.

27. M<sup>me</sup> ROTA (Italie) déclare qu'en date du 8 mai 2007, son gouvernement s'est engagé, à l'occasion de sa candidature au Conseil des droits de l'homme, à mettre sur pied une autorité indépendante chargée de promouvoir et protéger les droits de l'homme et libertés fondamentales, conformément aux Principes de Paris.

28. Le 5 avril 2007, la Chambre des députés a adopté une loi portant création d'une commission nationale de promotion et de protection des droits de l'homme et de défense des droits des détenus. Le texte intègre les nombreuses demandes formulées dans un avis du Haut-commissaire aux droits de l'homme. Les principales missions de la commission seront de promouvoir une culture des droits de l'homme, de faire connaître la législation en vigueur, de surveiller le respect des droits de l'homme dans toute l'Italie, de soumettre des recommandations au Parlement et au Gouvernement et de proposer des législations à ce dernier, qui sera tenu de consulter la commission sur toute loi ou réglementation touchant aux droits de l'homme. La commission contribuera à contrôler le respect des conventions internationales afférentes aux droits de l'homme, collaborera avec les autres États et se verra transmettre des communications sur des cas précis de violations, à charge pour elle de prendre les mesures appropriées. L'indépendance de la commission, établie par l'article 2 de la loi, est garantie par le fait que ses

membres seront nommés par les deux chambres du Parlement pour un mandat de quatre ans, au cours duquel il leur sera interdit d'exercer toute fonction élective, gouvernementale ou publique, ou toute activité liée à celle des partis politiques.

29. Compte tenu de la volonté de l'Italie de poser sa candidature au Conseil des droits de l'homme, il est clair que la création d'une autorité indépendante demeurera prioritaire pour le nouveau Gouvernement et le nouveau Parlement. Le Comité interministériel des droits de l'homme continuera pour sa part de promouvoir le dialogue avec la société civile.

30. M<sup>me</sup> CARLETTI (Italie), abordant des questions soulevées à propos de la mise en œuvre du principe de non-discrimination en Italie, déclare que l'amélioration des conditions de vie de la population rom est du ressort des pouvoirs locaux. Plusieurs initiatives et projets ont été organisés avec les agences et organes compétents, qui mettent l'accent sur des mesures susceptibles de favoriser l'intégration et l'inclusion de cette population. Les problèmes de logement sont pris en considération, et le défi que constitue l'accès des Roms aux services de santé nécessite la collaboration entre institutions et acteurs privés, afin de lever les obstacles culturels et pratiques et d'assurer une éducation à la santé, en coopération avec des médiateurs culturels et linguistiques issus des communautés roms.

31. Sur la question de l'action menée par le Conseil national pour l'économie et le travail (CNEL), M<sup>me</sup> Carletti répond que l'intervention des pouvoirs publics dans les politiques de logement est de la compétence des régions et municipalités. De graves problèmes d'accès aux ressources ont rendu nécessaire un financement national, ainsi que des mesures adéquates en vue de mobiliser les ressources privées. Afin de répondre aux demandes des ressortissants italiens et des immigrés, tous confrontés aux mêmes problèmes de logement, on tente de lever les obstacles à l'utilisation des biens privés disponibles et de mettre en place des mesures susceptibles de garantir la bonne gestion du bien et le renouvellement du contrat à son expiration. On tentera également de plafonner les loyers par le biais de mesures de réduction de l'imposition locale et régionale, de mise en place de zones à faible coût pour les nouvelles constructions et de création de logements dans des bâtiments désaffectés. Il faudra par ailleurs revoir les orientations applicables aux exigences minimales d'habitabilité afin de s'adapter au concept actuel et de tenir compte, en particulier, de la situation qui prévaut dans les grandes villes. Le CNEL a mis l'accent sur ces problèmes en menant une étude sur la création d'une agence locale du logement social et a soumis une proposition en ce sens au Parlement en mai 2007.

32. M. AMIR demande si le Parlement italien a adopté la législation visant à rendre obligatoires les prélèvements ADN de personnes originaires de pays non membres de l'UE pour établir leur éventuel lien de sang avec des résidents italiens et, si oui, si la législation en question a été approuvée par la Cour constitutionnelle. Il se demande aussi si un changement de parlement et de parti politique au pouvoir peut entraîner une modification de la politique menée et de la législation en matière d'immigration et, au final, une dissociation de la Convention et un degré de priorité moindre accordé au droit international.

33. Il souligne le rôle du système judiciaire dans le respect des droits de l'homme et la promotion des valeurs de tolérance. L'absence d'un appareil judiciaire fort pourrait avoir pour conséquence de voir des considérations politiques ou religieuses nuire à l'application d'instruments internationaux, voire de législations nationales. Il est essentiel que l'État partie respecte la Convention européenne des droits de l'homme et tienne compte des besoins des



immigrés légaux, qui n'ont eu d'autre choix que de quitter leur pays d'origine pour espérer mener une vie meilleure. Il rappelle à cet égard le lien commercial étroit qui lie les pays du sud de la Méditerranée à l'UE, notamment dans le domaine de l'énergie, et s'enquiert de la position de l'État partie vis-à-vis des propositions de création d'une Union méditerranéenne, fondée sur des principes tels que la libre circulation et la sécurité collective.

34. M. AVTONOMOV s'enquiert de la promulgation effective des lois évoquées au paragraphe 177 du rapport – c'est-à-dire des lois sur la protection du droit au nomadisme, sur la reconnaissance aux populations tziganes du statut de minorités linguistiques et sur la reconnaissance des communautés romanis, sintis et des gens du voyage, ainsi que de la loi-cadre visant à promouvoir l'éducation, la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et au logement pour les membres des communautés roms et à réglementer leur présence sur le territoire italien.

35. M. de GOUTTES demande si le nombre de permis de résidence/travail délivrés aux migrants évolue en fonction de la situation sur le marché de l'emploi et observe que l'entrée illégale sur le territoire italien est une infraction administrative et non pénale. Dès lors, cependant, que de telles infractions peuvent déboucher sur la détention temporaire ou l'expulsion, il se demande s'il ne conviendrait de les inscrire dans le cadre du système de justice pénale, qui offre davantage de garanties de procès régulier, de comparution devant un juge, de respect des droits de l'accusé et de voies de recours.

36. M. HUANG Yong'an salue la volonté politique manifeste dont témoigne l'État partie de satisfaire aux obligations qui lui incombent au titre de la Convention et de lutter contre la xénophobie. L'immigration croissante – qu'elle soit légale ou clandestine – a conduit les États à adopter des mesures de lutte contre ce phénomène. Il est cependant essentiel que ces mesures soient assorties de garanties en matière de protection des droits des migrants. Ces derniers sont souvent l'objet de discriminations et il convient de renforcer l'action sociale et politique en vue de sensibiliser au besoin d'immigration, dans le but de lutter contre la xénophobie.

37. M. PROSPER, évoquant le respect des mesures et des législations de lutte contre la discrimination, s'interroge sur l'opportunité d'investir des procureurs, des magistrats et des tribunaux donnés de la responsabilité d'instruire les délits liés à la discrimination. Il pense qu'une telle initiative conférerait la visibilité qui s'impose aux efforts en la matière et que, par ailleurs, la mise en place d'une structure nationale officielle chargée de poursuivre les infractions de cette nature garantirait la mise en œuvre cohérente des législations liées à la discrimination.

38. M. KJAERUM salue les progrès accomplis sur la voie de la mise en place d'une commission nationale indépendante chargée de la protection des droits de l'homme et demande quand cette instance entamera ses travaux. Il observe, à ce propos, que l'UNAR, qui est intégré au Ministère de l'égalité des chances, pourrait par exemple faire l'objet de pressions politiques. Il s'inquiète du pouvoir dont dispose le Ministère de l'intérieur d'expulser, moyennant l'approbation d'un juge, même un ressortissant d'un autre pays de l'UE dont il juge qu'il constitue une menace sérieuse aux intérêts de l'État, et demande des exemples de tels cas. Concernant les migrants clandestins expulsés vers la Libye et l'Égypte, M. Kjaerum demande si l'État partie s'est inquiété de leur sort. Enfin, il se dit préoccupé de constater que les demandeurs d'asile qui quittent le camp auquel ils ont été assignés sont considérés comme ayant retiré leur demande d'asile.

39. M. KEMAL déclare avoir cru comprendre que l'UNAR est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans la lutte contre la discrimination. Il demande s'il est exact que la commission des droits de l'homme dont on envisage la création aura un rôle majoritairement consultatif et sera invitée à soumettre des recommandations au Parlement, mais qu'elle ne disposera pas de pouvoirs quasi judiciaires, qui lui permettraient d'assurer le traitement de plaintes. Il souhaiterait également un complément d'information sur le lien entre la commission et l'UNAR. Ce dernier agira-t-il en tant que secrétariat de la commission?

40. M. PETER demande plus d'informations sur la discrimination indirecte et, par exemple, sur les panneaux et autres mesures prises par certaines municipalités à l'encontre des populations nomades. Il s'enquiert des mesures prises par l'UNAR pour inviter les conseils municipaux à supprimer les discriminations et à garantir la liberté de circulation et d'établissement. Il demande également si des mesures existent qui visent à proposer aux enfants étrangers ayant violé la loi d'être placés dans des familles d'accueil plutôt qu'en institution.

41. M. LAHIRI prend acte des explications de la délégation, selon lesquelles, en vertu du droit civil italien, l'UNAR n'est pas habilité à déposer lui-même plainte pour discrimination, mais tente d'encourager particuliers et associations à le faire. Il demande si le parquet est habilité à instruire des plaintes de sa propre initiative. Il souligne enfin l'importance de compiler des données désagrégées, notamment sur les minorités roms et sintis, pour avoir une meilleure vision de la situation de ces groupes. Bien que de telles données ne puissent être collectées par le biais du recensement national, il se demande si les pouvoirs publics peuvent prendre les mesures nécessaires pour les compiler.

42. M. EWOMSAN évoque avec inquiétude le nombre de jeunes Africains qui tentent désespérément de pénétrer clandestinement en Europe, sur la conviction erronée qu'il s'agirait d'une sorte de paradis, et dont un bon nombre décèdent ou se suicident. Cette situation est encore aggravée par l'image souvent négative de l'Afrique dans les médias et par la difficulté à obtenir un visa – même touristique – d'entrée en Europe, laquelle constitue une manifestation de discrimination et de profilage racial. Il se demande s'il ne serait pas possible de traiter cette question par le biais de contacts ou accords bilatéraux avec les pays africains d'origine, afin d'élaborer des solutions au problème de l'immigration clandestine.

43. M. THORNBERRY sollicite un complément d'information sur les mesures prises à l'échelon local, au rang desquelles figure par, exemple, l'accord conclu entre le préfet de Milan et le maire de cette ville en réaction à l'immigration croissante dans la ville, afin de répondre aux préoccupations de la population face au regain d'insécurité et de criminalité. Il s'enquiert du statut juridique de tels accords et des éventuels pouvoirs supplémentaires qu'ils confèrent aux autorités locales. Il dit en outre craindre de voir les responsables faire preuve d'excès de zèle dans l'application des mesures en question.

*La séance est suspendue à 12 h 25; elle est reprise à 12 h 40.*

44. M. SIMONETTI (Italie) déclare que le Parlement italien n'a adopté aucune législation visant à recourir à des tests ADN aux fins du regroupement familial. Quelle que soit la majorité gouvernementale en place, le Parlement est tenu de respecter la Constitution, dont l'article 117 oblige qui plus est le Gouvernement à respecter l'ensemble de ses obligations internationales. La

procédure d'examen des projets législatifs devra reprendre une fois le Parlement actuel dissous et le nouveau mis en place.

45. Le niveau des infractions induites par la discrimination raciale ne justifie pas un traitement spécifique, qui est réservé aux affaires extrêmement graves, tels que celles qui relèvent du crime organisé.

46. L'UNAR a été mis sur pied par l'UE et investi d'une mission précise. Le projet actuellement soumis au Parlement prévoit la création d'une commission des droits de l'homme totalement distincte et indépendante, qui opérera dans le respect des Principes de Paris et envisagera la problématique des droits de l'homme dans son ensemble. Le texte investit la commission de pouvoirs quasi judiciaires, qui lui permettent de mener des investigations et de rendre des arrêts dans des dossiers individuels.

47. La quasi-totalité des migrants clandestins que l'Italie a expulsés vers la Libye étaient de nationalité égyptienne. L'Italie s'est bien préoccupée de leur sort. Les autorités égyptiennes ont confirmé que les personnes concernées étaient des ressortissants égyptiens et qu'ils avaient regagné le territoire égyptien via la Libye. Aucun cas de mauvais traitement n'a été rapporté à l'Italie ou à l'ambassade d'Italie à Tripoli.

48. La législation italienne interdit expressément tout profilage en matière de collecte de données. Sauf modification de la législation, les autorités ne sont donc pas en mesure de collecter des statistiques sur l'origine raciale ou ethnique.

49. M. CAPUTO (Italie) explique que l'emploi légal des travailleurs ressortissant de pays non membres de l'UE est réglementé par des «contrats de séjour». Ces contrats prévoient une garantie par l'employeur de la mise à disposition d'un logement répondant à des normes minimales et du paiement par ses soins du voyage de retour de l'employé vers son pays d'origine à la fin du contrat. Le fait que les autorités locales réclament des «permis de séjour» donne lieu à des fréquentes divergences en matière d'interprétation et de mise en œuvre. En ce qui concerne la procédure, les employeurs ne peuvent présenter des demandes de permis de travail et de séjour qu'une fois traités par le «guichet unique d'immigration» local les documents attestant de l'entrée du migrant sur le territoire. Des mécanismes veillent à garantir la communication entre employeurs, employés et autorités en charge de l'immigration, afin de suivre l'évolution des ressortissants de pays non membres de l'UE travaillant en Italie. Plusieurs organes administratifs contribuent à assurer l'équilibre entre les besoins des marchés du travail locaux et l'offre de travailleurs étrangers.

50. Le décret promulgué à propos de l'expulsion des ressortissants de pays membres de l'UE porte application directe de la loi transposant une directive de l'UE datée de 2004. Il ne contient aucune mesure extraordinaire et ne prévoit pas d'expulsions massives. L'objectif est de se doter de dispositions permettant de contrôler les individus réellement dangereux.

51. L'accord de sécurité entre le préfet de Milan et le maire de cette ville a été conclu pour garantir une coopération institutionnelle plus forte entre autorités civiles et forces de l'ordre. Il permet aux préfets, maires et autres représentants des autorités locales de coopérer et d'acquérir une vision plus globale des questions de sécurité sur le territoire dont ils ont la charge. Ils peuvent notamment mettre en place des projets destinés à approfondir la coopération dans leur

champ de compétence. Les autorités municipales ont alloué 29 millions d'euros à l'accord de Milan, qui bénéficiera en outre d'un financement supplémentaire octroyé par les administrations régionales et provinciales. Un nouvel organe, chargé d'évaluer la situation des populations roms et nomades, sera mis en place et présidé par le préfet. L'accord porte par ailleurs sur des domaines tels que la lutte contre la prostitution, la toxicomanie, le travail illégal et le commerce clandestin. Il ne confère aucun pouvoir extraordinaire aux autorités.

52. M<sup>me</sup> PLASTINA (Italie) précise que les droits des individus concernés sont respectés dans tous les cas d'expulsion. Ces personnes ont le droit d'être entendues par le juge en charge de leur dossier et bénéficient d'un avocat et d'un interprète si nécessaire. Les dossiers sont soumis à l'administration judiciaire régionale, et non aux cours d'appel.

53. Si le parquet peut instruire des plaintes de sa propre initiative, les particuliers peuvent également lui soumettre des plaintes.

54. Les victimes d'actes de discrimination avérée reçoivent souvent des compensations morales et financières.

55. Depuis l'entrée en vigueur de la Convention relative aux droits de l'enfant, les droits fondamentaux de tous les enfants – y compris des mineurs non accompagnés ou des enfants en séjour illégal en Italie – sont garantis, sans aucune discrimination d'une quelconque nature.

56. M. de GIORGI (Italie) ajoute que l'UNAR prête une attention particulière à la question des discriminations indirectes et a demandé le retrait immédiat de panneaux visant la population rom, qui avaient été placés dans le nord et le centre de l'Italie.

57. M. KEMAL remercie la délégation pour le dialogue avec le Comité. Les observations finales mettront l'accent sur plusieurs points, dont la nécessité faite au système juridique de prévoir des réparations adéquates en cas d'action administrative induite, notamment à l'encontre de membres de minorités. Il constate par ailleurs la nécessité de créer une institution indépendante de défense des droits de l'homme et d'accorder à l'UNAR une plus grande autonomie. Il souligne également les fortes préoccupations nourries par nombre d'observateurs quant à l'orientation raciale de certains organes de presse dans l'État partie. La législation relative à la nationalité devrait être harmonisée et simplifiée et des mesures devraient être prises pour assurer le plein respect des droits des minorités roms et sintis.

*La séance est levée à 13 h 15.*

-----